

RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1998 B 02096
Numéro SIREN : 414 265 165
Nom ou dénomination : DISTRIBUTION FRANPRIX

Ce dépôt a été enregistré le 05/07/2022 sous le numéro de dépôt 13533

DISTRIBUTION FRANPRIX

Société par actions simplifiée

2 route du Plessis

94430 CHENNEVIERES-SUR-MARNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

DISTRIBUTION FRANPRIX

Société par actions simplifiée

2 route du Plessis
94430 CHENNEVIERES-SUR-MARNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique de la société Distribution Franprix,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Distribution Franprix relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 23 mai 2022

Le commissaire aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES



Patrice CHOQUET

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

Bilan actif

ACTIF	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net	Net
Capital souscrit - non appelé	0		0	0
ACTIF IMMOBILISE :				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement	1 537 930	1 280 346	257 584	416 561
Concessions, brevets et droits similaires	6 255 336	5 975 722	279 614	329 196
Fonds Commercial (1)	0	0	0	0
Autres	40 680 054	24 036 252	16 643 802	19 475 950
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations corporelles :				
Terrains	0	0	0	0
Constructions	363 700	11 150	352 550	192 506
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 448 237	970 107	1 478 130	201 141
Autres	9 383 255	8 100 388	1 282 867	1 054 665
Immobilisations corporelles en cours	25 375	0	25 375	84 256
Avances et acomptes	0	0	0	1 127 497
Immobilisations financières :				
Participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	49 397 471	0	49 397 471	49 326 236
Autres	30 135	0	30 135	30 135
TOTAL I	110 121 493	40 373 966	69 747 527	72 238 142
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	250 614	0	250 614	477 881
Marchandises	30 860 556	0	30 860 556	30 239 610
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Créances				
Créances Clients et Comptes rattachés	76 463 688	9 128 423	67 335 265	76 652 941
Autres	186 059 211	194 368	185 864 843	126 115 862
Capital souscrit - appelé, non versé	0	0	0	0
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	1 422 540	0	1 422 540	8 364 956
Charges constatées d'avance	23 124 067	0	23 124 067	20 449 535
TOTAL II	318 180 677	9 322 791	308 857 886	262 300 784
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des emprunts (IV)	0		0	0
Ecarts de conversion et différences d'évaluation (V)	0		0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	428 302 170	49 696 757	378 605 413	334 538 926
(1) Dont droit au bail			0	0

Bilan passif

PASSIF (avant répartition)	31/12/2021	01/01/2021	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES			
Capital (Y compris capital non appelé) (Dont versé) 800 000	800 000	800 000	800 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	34 455 802	34 455 802	34 455 802
Ecart de réévaluation	0	0	0
Réserves:			
Réserve légale	80 000	80 000	80 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0	0
Réserves réglementées	0	0	0
Autres	0	0	0
Report à nouveau (précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit de pertes reportées)	86 995 381	76 434 644	75 786 603
Résultat de l'exercice [bénéfice ou perte] (précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit d'une perte)	13 326 941	10 560 736	10 560 736
Subventions d'investissement	0	0	0
Provisions réglementées	287 941	419 714	419 714
TOTAL (I)	135 946 065	122 750 897	122 102 856
PROVISIONS			
Provisions pour risques	629 349	693 556	693 556
Provisions pour charges	2 129 720	2 037 685	2 685 726
TOTAL (II)	2 759 069	2 731 242	3 379 283
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	0	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	6 457 521	5 183 858	5 183 858
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 846 395	2 301 138	2 301 138
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	184 080 118	145 752 810	145 752 810
Dettes fiscales et sociales	19 484 751	19 064 554	19 064 554
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	660 638	340 897	340 897
Autres dettes	27 370 855	36 413 530	36 413 530
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance	0	0	0
TOTAL (III)	239 900 279	209 056 787	209 056 787
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (IV)	0	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	378 605 413	334 538 926	334 538 926
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0	0	0

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2021			31/12/2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	687 060 705	139 252	687 199 957	730 813 309
Production vendue biens	0		0	0
Production vendue services	92 430 638	516 674	92 947 311	91 353 356
Chiffres d'affaires nets	779 491 343	655 925	780 147 268	822 166 665
Production stockée			0	0
Production immobilisée			74 385	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			3 734 764	9 998 384
Autres produits			429 611	1 332 560
Total des produits d'exploitation (I)			784 386 028	833 497 609
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			629 230 100	680 104 874
Variation de stock (marchandises)			-620 946	-8 161 341
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			587 589	714 319
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			227 267	-226 187
Autres achats et charges externes			82 558 820	86 437 899
Impôts, taxes et versements assimilés			3 941 713	3 819 261
Salaires et traitements			16 514 885	17 753 690
Charges sociales			7 212 405	7 769 271
Dotations d'exploitation	Sur immobilisations	Dotations aux amortissements	10 013 717	8 362 892
		Dotations aux dépréciations	0	0
	Sur actif circulant : Dotations aux dépréciations		2 480 126	2 276 992
Dotations aux provisions			2 232 809	2 771 710
Autres charges			13 301 214	13 087 601
Total des charges d'exploitation (II)			767 679 699	814 710 981
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			16 706 329	18 786 628
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			1 851 714	1 856 787
Autres intérêts et produits assimilés			1 310 230	726 806
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			3 161 943	2 583 593
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			941 960	654 273
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			941 960	654 273
RÉSULTAT FINANCIER			2 219 983	1 929 320
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			18 926 312	20 715 948

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	30 500	104 666
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	217 647	724 870
Total des produits exceptionnels (VII)	248 147	829 536
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	6 362
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	771 285	4 897 738
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	64 474	34 791
Total des charges exceptionnelles (VIII)	835 759	4 938 891
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-587 613	-4 109 354
Participation des salariés aux résultats (IX)	825 875	950 187
Impôts sur les bénéfices (X)	4 185 883	5 095 670
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	787 796 118	836 910 738
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	774 469 176	826 350 001
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	13 326 941	10 560 737

ANNEXE

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021

dont le total est 378 605 413 € et le résultat s'élève à 13 326 941 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Règles et méthodes comptables

DISTRIBUTION FRANPRIX est une Société par actions simplifiée unipersonnelle de droit français.

Les conventions générales comptables ont été établies conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du plan comptable général issu du règlement ANC n°2014-03, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Ce principe comptable a été retenu compte tenu des perspectives que porte la société DISTRIBUTION FRANPRIX ainsi que du soutien financier apporté par Franprix Leader Price Holding, dont bénéficie notre société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation des comptes

Le plan comptable adopté par la société est en harmonie avec celui du groupe Casino pour permettre une meilleure lisibilité des états financiers.

Immobilisations incorporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué par son coût d'achat.

Les taux d'amortissement des immobilisations incorporelles sont les suivants :

	Amortissement comptable	Amortissement fiscal
Frais de recherche et développement	12,5% à 20% Linéaire	12,5% à 20% Linéaire
Concessions et droits similaires	33% et 100% Linéaire	33% et 100% Linéaire
Marques	Non amortissable	Non amortissable

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production
- les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

	Amortissement comptable	Amortissement fiscal
Constructions	2% à 5% Linéaire	5% Linéaire
Agencements des constructions	2% à 10% Linéaire	2% à 10% Linéaire
Installations techniques, mat. Outillage	10% à 20% Linéaire	10% à 20% Linéaire/Degressif
Installations générales Agencements	5 à 10% Linéaire	5 à 10% Linéaire/Degressif
Matériel de transport	20% à 25% Linéaire	20% à 25% Linéaire
Mobilier de bureau et informatique	20% à 33,33% Linéaire	20% à 33,33% Degressif
Mobilier de bureau	10% Linéaire	10% Linéaire

Les amortissements dérogatoires sont calculés sur la base de la différence entre la durée d'usage admise au plan fiscal et la durée d'utilisation.

Dépréciations des actifs

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la VNC de l'actif incorporel ou corporel est supérieure à sa valeur recouvrable. Cette dernière étant déterminée par la valeur la plus élevée entre la valeur vénale généralement déterminée sur la base de multiple de CA observés et / ou la valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Les immobilisations incorporelles non amorties sont testées à chaque clôture et les immobilisations incorporelles et corporelles amorties sont testées dès lors qu'il existe un indicateur de perte de valeur.

Stocks et en cours

Les stocks sont évalués selon la méthode dite PUMP (prix unitaire moyen pondéré).

Créances

Les créances clients sont des actifs courants comptabilisés à la valeur nominale. Une dépréciation des créances clients est constituée dès qu'apparaît une perte probable. Les créances clients peuvent faire l'objet d'une cession à des établissements bancaires, elles sont maintenues à l'actif du bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un tiers.

Dépréciation des Créances

Les créances nées des prêts et avances en comptes courants accordées aux filiales font l'objet, à chaque clôture, de test de dépréciation lorsqu'il existe un indice de perte de valeur. Le test consiste à comparer la valeur du compte courant créancier accordé à une filiale, à la situation nette de cette même filiale. Cette dernière correspond à la situation nette réévaluée (notion déjà définie au paragraphe "Provisions pour risques et charges").

Dès lors que la situation nette est négative, une dépréciation est constatée pour la partie du compte courant n'excédant pas (en valeur absolue) la quote-part de détention dans cette situation nette négative.

Charges constatées d'avance

Une charge constatée d'avance est reconnue lorsque la société participe à des coûts d'ouverture ou de changement de concepts de magasins dans le cadre de ses activités de franchise et d'affiliation. Ces coûts sont ensuite amortis sur la durée du contrat d'approvisionnement qui est généralement de 5 ou 7 ans.

Emprunts

Les emprunts ne comportent aucun endettement externe. Les prêts intragroupe accordés par FPLP Finances sont comptabilisés en "Autres dettes", si créditeurs et en "Autres créances" si débiteurs.

Provision pour hausse de prix

Les provisions pour hausse de prix constituées en 2014 ont été reprises sur l'exercice en application des règles en vigueur.

Provisions pour risques et charges

Toute obligation de la Société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et donnant lieu à sortie probable de ressource sans contrepartie, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Une provision pour risque est également comptabilisée lorsque la société constate que sa filiale a une situation nette négative et qu'elle a une obligation juridique ou implicite de soutien envers cette filiale.

Provisions : engagement de retraite

Les engagements sociaux sont évalués selon la recommandation de l'ANC n°2013-02 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires et conformément aux dispositions de la convention collective du commerce de détail de gros à prédominance alimentaire en vigueur dans l'entreprise.

Les hypothèses retenues dans le calcul de la provision pour retraites sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,7 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Taux de charges patronales : 42%

Le turnover est calculé par catégorie socio-professionnelle et sur la base de départ volontaire (démission).

Fiscalité

Intégration fiscale :

Les modalités de répartition de l'impôt sur les bénéfices des sociétés sont les suivantes :

Les sociétés faisant partie du périmètre d'intégration fiscale supportent la charge d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme en l'absence d'intégration fiscale.

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt société en l'absence d'intégration est nulle.

La société DISTRIBUTION FRANPRIX est membre du groupe intégré constitué par la société Casino Guichard Perrachon dont le siège social est situé 1 Cours Antoine Guichard 42008 Saint Etienne Cedex 1 depuis le 01/01/2005.

Déficit reportable :

Le montant du déficit reportable est de : 0 €

Chiffre d'affaires

Le "Chiffre d'affaires, hors taxes" comprend principalement les ventes réalisées par la société auprès des magasins du groupe et le produit des coopérations commerciales. Ces dernières sont évaluées sur la base de contrats signés avec les fournisseurs et donnent lieu en cours d'année à la facturation d'acomptes.

Ainsi, à la clôture de l'exercice, une évaluation des coopérations commerciales réalisée avec les fournisseurs est effectuée et la comparaison entre cette évaluation et les acomptes facturés donne lieu à l'établissement de factures à établir ou d'avoirs à émettre.

Achats de marchandises

Les achats de marchandises intègrent principalement les achats nets des ristournes,

Résultat exceptionnel

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel, les produits et les charges qui, compte tenu de l'activité de la société, ne relèvent pas par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, des activités courantes de la Société.

Engagement hors bilan

Engagements donnés :

- Caution bancaire donnée à SCI Sogaris Chennevieres, pour un montant de 1 225 730 €.
- Caution bancaire donnée à Port autonome de Paris, pour un montant de 225 000 €.
- Caution bancaire donnée à Credit Agricole Corporate and Investment Bank (S4PI), pour un montant de 1 351 575 €.
- Caution bancaire donnée à Caplis Autoroutes Nord et Est pour un montant de 2 650 €.
- Caution des Douanes pour un montant de 4 248 914 €.

Faits marquants sur l'exercice affectant la présentation et/ou la comparabilité des comptes annuels

Impact de la pandémie mondiale liée à la Covid-19

Les effets de la crise sanitaire se sont prolongés au niveau mondial au cours de l'année 2021 et les incertitudes subsistent quant à l'évolution de la pandémie. Au cours de l'année 2021, les incidences pour la Société se sont inscrites dans la continuité du 2e semestre 2020 autant d'un point de vue opérationnel que financier, c'est à dire un retour à un niveau d'activité comparable à l'année 2019 (avant crise).

Evènements post clôture

Néant

Changement de méthode d'évaluation

Changement de méthode de calcul de la provision d'indemnité de départ à la retraite :

Une décision de l'IFRS IC de mai 2021 est venue préciser l'allocation des avantages du personnel aux périodes de service.

Le collège de l'ANC a mis à jour sa recommandation n°2013-02 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, afin d'introduire un choix de méthodes relatif à la répartition des droits à prestations pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné, et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite.

L'option retenue est la répartition des droits faite de manière linéaire de la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire la date avant laquelle les services rendus par le membre du personnel n'affectent ni le montant ni l'échéance des prestations.

Ce choix est donc assimilable à un changement de méthode comptable.

L'impact est calculé rétrospectivement et imputé sur les capitaux propres d'ouverture en « Report à nouveau ». Ainsi le résultat de l'exercice n'est pas affecté par des corrections provenant d'exercices antérieurs.

La provision pour indemnité de départ à la retraite n'étant pas déductible fiscalement, l'impact du changement ne prend pas en compte l'effet d'impôt dans les comptes sociaux.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Virements	Acquisitions et Apports	
Immobilisations incorporelles :					
	Frais d'établissement	1 537 930	0	0	
	Autres postes immobilisations incorporelles	40 439 222	7 309 451	6 496 168	
Immobilisations corporelles :					
	Terrains	0	0	0	
	Constructions	195 100	168 600	0	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 049 467	1 024 297	418 973	
	Autres	8 948 655	17 292	512 916	
	Immobilisations corporelles en cours	84 256	0	23 811	
	Avances et acomptes	1 127 497	0	0	
Immobilisations financières :					
	Participations	0	0	0	
	Créances rattachées à des participations				
	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés	0	0	0	
	Prêts et autres immobilisations financières	49 356 371	0	76 308	
TOTAL		102 738 498	8 519 640	7 528 175	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Immobilisations incorporelles :					
	Frais d'établissement	0	0	1 537 930	0
	Autres postes immobilisations incorporelles	7 309 451	0	46 935 390	0
Immobilisations corporelles :					
	Terrains	0	0	0	0
	Constructions	0	0	363 700	0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	44 500	2 448 237	0
	Autres	0	95 607	9 383 255	0
	Immobilisations corporelles en cours	82 692	0	25 375	0
	Avances et acomptes	1 127 497	0	0	0
Immobilisations financières :					
	Participations	0	0	0	0
	Créances rattachées à des participations				
	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés	0	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	0	5 073	49 427 606	0
TOTAL		8 519 640	145 180	110 121 493	0

Immobilisations - suite

L'augmentation des Autres postes d'immobilisations incorporelles est composé principalement des projets suivants :

PROJETS E COMMERCE	5 320	K€
PROJETS MARKETING	1 023	K€

La décomposition des "Autres postes d'immobilisations incorporelles" se présente comme suit:

Logiciels	6 253	K€
Marques - Brevets	3	K€
Autres Immos Incorporelles	35 380	K€
Immos en cours Incorporelles	5 299	K€

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE						
Immobilisations amortissables	Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice			
Immobilisations Incorporelles :							
Frais d'établissement	1 121 369	158 977	0	1 280 346			
Autres immobilisations incorporelles	20 634 077	9 377 897	0	30 011 974			
Immobilisations Corporelles :							
Terrains	0	0	0	0			
Constructions	2 594	8 556	0	11 150			
Installations techniques, matériels et outillages	848 326	166 281	44 500	970 107			
Autres	7 893 989	302 006	95 607	8 100 388			
TOTAL	30 500 356	10 013 717	140 107	40 373 966			
Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement amortissement à la Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Immobilisations Incorporelles :							
Frais établissement	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles							
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :	8 411	0	0	0	0	0	8 411
Installation technique, matériel et outillage industriels	0	9 796	0	0	0	0	9 796
Autres	0	44 076	0	0	27 433	0	16 643
TOTAL	8 411	53 873	0	0	27 433	0	34 851
Acquis. de titres (IV)	0			0			0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	8 411	53 873	0	0	27 433	0	34 851
Cadre C	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES			Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations				0	0	0	0

Dépréciation de l'actif immobilisé

Nature des dépréciations	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	0	0	0	0
Stocks	0	0	0	0
Créances	7 284 998	2 480 126	636 702	9 128 423
Immobilisations financières	0	0	0	0
Autres provisions pour dépréciations	194 368	0	0	194 368
TOTAL	7 479 366	2 480 126	636 702	9 322 791

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions

Nature des provisions	Provision au début de l'exercice	Changement méthode PIDR	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	419 714		62 284	194 058	287 941
Provisions pour risques et charges	3 379 283	648 041	2 234 999	2 207 172	2 759 069
TOTAL	3 798 997	648 041	2 297 283	2 401 230	3 047 010

Tableau des provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Provisions au début de l'exercice	Changement méthode PIDR	Augmentations dotations de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	Montants utilisés repris au cours de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour litige	633 400		94 330	84 330	25 000	618 400
Provisions pour garanties	0		0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0		0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0		0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0		0	0	0	0
Provisions pour pensions	2 674 168	648 041	2 129 720	0	2 026 127	2 129 720
Provisions pour impôts	0		0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0		0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0		0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0		0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	71 715		10 949	71 715	0	10 949
TOTAL (II)	3 379 283	648 041	2 234 999	156 045	2 051 127	2 759 069

Provisions pour risque et charges

Le solde de la provision pour litige se décompose comme suit :

- Provisions pour litiges économiques/immobiliers pour 539 400 euros
- Provisions pour litiges prud'hommes pour 79 000 euros

Dotations de l'exercice	VENTILATION DES DOTATIONS		
	EXPLOITATION	FINANCIER	EXCEPTIONNEL
	4 712 936	0	64 474

Reprises de l'exercice	VENTILATION DES REPRISES		
	EXPLOITATION	FINANCIER	EXCEPTIONNEL
	2 820 274	0	217 647

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
DE L'ACTIF IMMOBILISE						
		Créances rattachées à des participations	0	0	0	
		Prêts	49 397 471	0	49 397 471	
		Autres immobilisations financières	30 135	0	30 135	
DE L'ACTIF CIRCULANT						
		Clients douteux ou litigieux	2 771 924	0	2 771 924	
		Autres créances clients	73 691 765	62 050 360	11 641 405	
		Créances représentatives de titres prêtés ou remis en garantie	0	0	0	
		Personnel et comptes rattachés	9 961	9 961	0	
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	0	
Etat et autres collectivités		Impôts sur les bénéfices	0	0	0	
		Taxe sur la valeur ajoutée	6 264 140	6 264 140	0	
		Autres impôts	0	0	0	
		Etat - divers	0	0	0	
		Groupes et associés	158 315 475	158 315 475	0	
		Débiteurs divers	21 469 636	21 469 636	0	
		Charges constatées d'avance	23 124 067	23 124 067	0	
TOTAUX			335 074 572	271 233 638	63 840 934	
		Prêts accordés en cours d'exercice	76 308			
		Remboursements obtenus en cours d'exercice	5 073			
		Prêts et avances consentis aux associés	0			
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
		Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0
		Autres emprunts obligataires	0	0	0	0
		Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine	0	0	0	0
		Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine	0	0	0	0
		Emprunts et dettes financières divers	6 457 521	6 457 521	0	0
		Fournisseurs et comptes rattachés	184 080 118	182 319 251	1 760 867	0
		Personnel et comptes rattachés	3 078 291	3 078 291	0	0
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 416 447	3 379 593	4 036 854	0
Etat et autres collectivités publiques		Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
		Taxe sur la valeur ajoutée	3 786 429	3 786 429	0	0
		Obligations cautionnées	0	0	0	0
		Autres impôts	5 203 585	5 203 585	0	0
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	660 638	660 638	0	0
		Groupes et associés	4 182 267	4 182 267	0	0
		Autres dettes	25 034 984	25 034 984	0	0
		Dettes représentatives de titres empruntés	0	0	0	0
		Produits constatés d'avance	0	0	0	0
TOTAUX			239 900 279	234 102 558	5 797 721	0
		Emprunts souscrits en cours d'exercice	0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
		Emprunts remboursés en cours d'exercice	0			

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
AU TITRE DE L'EXERCICE :	
FACTURES A RECEVOIR FRAIS GENERAUX	211 259
FACTURES A RECEVOIR IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 037
AVOIRS A RECEVOIR MARCHANDISES	376 778
AVOIRS A RECEVOIR FRAIS GENERAUX	2 909 880
FACTURES A ETABLIR MARCHANDISES	6 987 981
FACTURES A ETABLIR FRAIS GENERAUX	1 702 350
INTERETS SOCIETES APPARENTEES	1 310 230
RISTOURNES A OBTENIR 2021	2 005 450
TOTAL	15 504 966

Charges à payer

Charges à payer	Montant
AU TITRE DE L'EXERCICE :	
FACTURES A RECEVOIR MARCHANDISES	13 705 810
FACTURES A RECEVOIR FRAIS GENERAUX	21 862 244
FACTURES A RECEVOIR FRAIS GENERAUX	211 259
FACTURES A RECEVOIR FRAIS GENERAUX	308 036
FACTURES A RECEVOIR IMMOBILISATIONS	23 116
FACTURES A RECEVOIR IMMOBILISATIONS AJUSTEMENT	1 037
AVOIRS A ETABLIR MARCHANDISES	19 355 909
AVOIRS A ETABLIR FRAIS GENERAUX	53 315
CONGES PAYES	1 355 791
CONGES COMPENSATEURS PEC DUS	548 373
CONGES CET	111 196
PROVISION RTT	13 173
PROVISION PRIMES DIVERSE	116 964
PROVISION PARTICIPATION	900 000
BONUS	31 238
CHARGES SUR CONGES A PAYER	616 885
CHARGES CONGES PEC ET REPOS COMPENSATEUR	249 510
CHARGES SUR CONGES CET	50 594
CHARGES SUR RTT	5 994
CHARGES BONUS	14 213
TAXE ENTRAIDE	1 214 160
CONTRIBUTION HANDICAPES	8 613
CHARGES PRIMES DIVERSES	56 868
CICE	25 517
FORMATION CONTINUE CONTRIBUTION	226 880
CFE	346 582
TAXE SUR VEHICULES	2 376
CVAE	52 759
ETAT AUTRES CHARGES	9 422
TOTAL	61 477 835

Transferts de charges

Transferts de charges	Montant	Imputation au compte
Transferts de charges services extérieurs	522 045	7910610
Transferts de charges autres services extérieurs	72 217	7910620
Transferts de charges frais de personnel	52 651	7910640
Transferts de charges autres charges de gestion	267 576	7910650
TOTAL	914 490	

Produits constatés d'avance

Néant

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
BUDGET TRAVAUX	17 292 083		
MERCHANDISING PROJETS FRANPRIX	4 887 795		
FORMATION	600		
LOYERS	27 568		
MAINTENANCE	130 041		
PUBLICITE LONGUE DUREE	115 761		
LOCATIONS FINANCIERES	4 055		
CONSOMMABLES	613 176		
ENTRETIEN ET REPARATIONS	8 379		
INTERNET	44 610		
TOTAL	23 124 067	0	0

Les charges constatées d'avance concernent pour l'essentiel les budgets d'enseigne accordés lors de l'ouverture ou du changement de concept de magasins franchisés et amortis sur la durée du contrat d'approvisionnement.

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	50 000			50 000	16
Total	50 000	0	0	50 000	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Changement méthode PIDR	Augmentation	Diminution	Distribution Dividendes	Affectation du résultat N-1	Clôture
Capital social ou individuel	800 000						800 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	34 455 802						34 455 802
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	80 000						80 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	75 786 603	648 041				10 560 736	86 995 380
Distribution de dividendes	0						0
Résultat de l'exercice	10 560 736		13 326 941			-10 560 736	13 326 941
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	419 714		62 284	194 058			287 941
TOTAL CAPITAUX PROPRES	122 102 856	648 041	13 389 225	194 058	0	0	135 946 064

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	687 199 957	730 813 309	-6%
Production vendue biens	0	0	0%
Production vendue services	92 947 311	91 353 356	2%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	779 491 343	821 734 670	-5%
Chiffres d'affaires nets-Export	655 925	431 995	52%
Chiffres d'affaires nets	780 147 268	822 166 665	-5%

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	753 010	0
CHARGES CONTROLE URSSAF	18 275	0
DOTATIONS AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	62 284	0
PROV.RISQUES.DIVERS EXCEPTIONNELS	2 190	0
CESSION IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	0	30 500
REPRISES PROVISIONS CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	11 559
REPRISES AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	0	27 433
REPRISE PROVISIONS HAUSSE PRIX	0	166 625
REPRISE PROVISION RISQUES DIVERS	0	12 030
	0	0
TOTAL	835 759	248 147

Le montant des autres charges exceptionnelles est composé essentiellement des coûts AMC 2021 (413 K€) et des projets abandonnés 2021 (180 k€).

Effectifs

Effectifs	Effectif moyen salarié	
	31/12/2021	31/12/2020
Ingénieurs et Cadres	13	18
Agents de maîtrise	23	23
Employés et techniciens	360	370
TOTAL	396	411

Participation

Part de la réserve spéciale de participation : 900 000 €

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat exploitation	16 706 329	-3 791 717	12 914 612
Participation	-825 875	0	-825 875
Résultat financier	2 219 983	-582 610	1 637 373
Résultat exceptionnel	-587 613	188 445	-399 168
Résultat comptable	17 512 824	-4 185 883	13 326 941
Imputation déficit antérieur	0	0	0
Total	17 512 824	-4 185 883	13 326 941

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
CASINO GUICHARD PERRACHON 1 COURS ANTOINE GUICHARD 42008 SAINT ETIENNE CEDEX 1 Siren : 554 501 171	SA	165 892 131,90 €	100%

DISTRIBUTION FRANPRIX

DFP

Société par Actions Simplifiée au capital de 800 000 €
Siège social : 2 route du Plessis 94430 Chennevières sur Marne
414 265 165 RCS CRETEIL

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
EN DATE DU 30 JUIN 2022**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

[...]

DEUXIEME DECISION

Affectation du résultat

L'Associée unique, constatant que la réserve légale est intégralement dotée et que le compte « Report à nouveau » est créditeur de 86 995 380,92 euros, soit 648 040,90 euros de plus qu'à la dernière affectation du résultat suite au changement de méthode comptable portant sur le calcul de la provision d'indemnité de départ à la retraite, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice, s'élevant à 13 326 941,27 euros, en totalité, au compte « Report à nouveau », qui après affectation présentera un solde créditeur de 100 322 322,19 euros.

Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Associée unique prend acte qu'il a été distribué les dividendes suivants au titre des trois exercices précédents :

Exercice	Dividende par action
31 décembre 2018	1 362,80 €
31 décembre 2019	0 €
31 décembre 2020	0 €

[...]

Extrait certifié conforme à l'original
Monsieur Sébastien LAIZET

DocuSigned by:
Sébastien LAIZET
96EE414170F34C7...